

Ambassade de France en Angola  
Service économique de Luanda

## ANGOLA

### SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

#### **La situation macroéconomique est sur des « charbons ardents » depuis début avril**

##### **La croissance ralentie depuis le début du 1T2025**

Après un rebond économique en 2024 (+4,4 %), la croissance du PIB réel de l'Angola est attendue à 2,4 % en 2025, selon les dernières prévisions du FMI, soit une révision à la baisse de 6 p.p. par rapport aux estimations initiales lors de l'Article IV. Cette révision s'explique par la baisse des prix du pétrole (65 USD à date), une production en stagnation, et un environnement financier international plus restrictif.

**La dépendance au pétrole reste un frein à la croissance à moyen terme.** Le secteur pétrolier, qui représente environ 95 % des recettes d'exportation et près de 65 % des revenus fiscaux, reste le principal moteur de l'économie, il pèse 29 % du PIB. Toutefois, la production pétrolière continue de décliner lentement faute d'investissements suffisants avant 2020 dans les infrastructures et d'une gestion efficace des gisements matures. L'Angola demeure le second producteur de pétrole en Afrique subsaharienne après le Nigeria, avec un peu plus d'1,1 Mb/jour, grâce à une reprise récente des investissements dans le secteur afin d'assurer une production supérieure au million de barils par jour jusqu'en 2030. La mise en production annoncée de plusieurs nouveaux blocs par les majors pétroliers a été retardée et ne devrait vraisemblablement pas débuter avant 2026/27.

##### **L'inflation reste très élevée malgré une politique monétaire restrictive.**

L'inflation atteignait plus de 22,3 % en glissement annuel en avril 2025, en baisse continue depuis 9 mois après un pic à 31,1 % en juillet 2024. Lors du dernier comité de politique monétaire (21 mai 2025) la Banque nationale d'Angola (BNA) a conservé son taux directeur à 19,5 %, pour la sixième fois consécutive, afin de contenir les pressions inflationnistes. Elle prévoit une désinflation progressive avec une cible de 17,5 % d'ici fin 2025, dans la perspective d'un futur cadre de ciblage de l'inflation.

Le kwanza, a connu une dépréciation significative en 2023, qui continue d'alimenter l'inflation malgré une stabilité du taux de change depuis lors. L'inflation est actuellement importée à 60 %. Les autorités monétaires cherchent à restaurer la stabilité des prix, mais leur marge de manœuvre est limitée par les vulnérabilités budgétaires et extérieures.

**La baisse des revenus pétroliers en 2023 a souligné le besoin crucial de diversification économique, qui n'a pas été menée avec la vigueur nécessaire.** Le pays reste prisonnier d'un modèle extrêmement dépendant du pétrole, sans amortisseurs suffisants pour faire face à une forte volatilité des cours.

Les autorités angolaises poursuivent leurs efforts pour diversifier l'économie hors pétrole, notamment à travers le Plan national de développement 2023–2027. Des projets stratégiques, comme le corridor de Lobito, visent à stimuler les investissements dans les secteurs minier, logistique et agricole. Toutefois, les résultats restent limités à court terme, et les investissements privés hors pétrole demeurent insuffisants pour amorcer une transformation structurelle.

Les efforts de diversification de l'économie dépendront également de la capacité des autorités à former une main-d'œuvre solide et en bonne santé. Selon le FMI les quatre obstacles majeurs à la diversification de l'Angola sont (i) l'accès au crédit, (ii) l'inadéquation des compétences de la main-d'œuvre, (iii) un stock d'infrastructures insuffisant et (iv) les défis de l'environnement des affaires au sens large. La récente augmentation des mesures de substitution des importations doit également faire l'objet d'un examen attentif en raison de ses effets négatifs sur l'accès aux matières premières, de l'augmentation des prix à la consommation et de l'intensification des obstacles réglementaires pour les entreprises.

##### **La situation sociale est empreinte de très fortes inégalités.**

Le PIB par habitant nominal est de 2 961 USD en 2024 en très légère hausse par rapport à 2023, mais très en dessous de 2022 avec près de 4 000 USD. Le taux de croissance démographique est de 3,2 %/an. Cela ne reflète absolument pas les très fortes inégalités. Selon la Banque Mondiale, plus d'un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté (<2,15 USD/jour) et 82 % avec moins de 6,35 USD/j), le taux de chômage officiel est de plus de 32 % et atteint plus de 58 % pour les moins de 25 ans. Plus de 80 % des emplois sont informels.

La situation sociale dans le pays demeure très précaire. Si le budget 2025 affiche pour la 6<sup>ème</sup> année consécutive la priorisation politique du social (éducation et santé) versus la sécurité (défense et intérieur), les engagements de l'Angola (Forum mondial de l'éducation à Dakar en 2000 et Déclaration d'Abuja de 2001) de consacrer 20% du budget à l'éducation et 15 % à la santé, sont loin d'être tenus avec 6,5 % et 5,6 % respectivement dans le budget 2025. L'exécution budgétaire 2024 de la défense et la sécurité atteint 144 %, soit un dérapage budgétaire de 825 Mds AOA (905 M USD). L'éducation est pénalisée avec 78 % d'exécution budgétaire de en 2024, soit un manque d'engagement de 380 M USD et le taux d'exécution pour la santé a été de 97 %.

## La situation des finances publiques et de la dette demeure fragile

### Situation budgétaire est extrêmement délicate

Malgré une croissance de 20 % des revenus pétroliers, le faible poids des revenus non pétroliers dans l'économie, les dépassements des dépenses d'investissement et le ralentissement de la réforme des subventions aux carburants ont entraîné un déficit budgétaire global de 1 % du PIB en 2024 et le déficit primaire non pétrolier pèse 5,7 % du PIB (FMI).

Le déficit budgétaire devrait s'élargir en 2025, en raison de la baisse des revenus pétroliers (chute du cours) et de l'augmentation de la charge de la dette. Le solde primaire est quant à lui resté positif à 4 % en 2024 et devrait également se dégrader en 2025. La réforme des subventions aux carburants, amorcée en 2023, progresse lentement. Elle est freinée par des considérations sociales et politiques, notamment à l'approche des élections générales de 2027. Pourtant, cette réforme est essentielle pour dégager des marges budgétaires et financer les dépenses prioritaires (santé, éducation, infrastructures).

**Le budget 2025** a été élaboré sur des prévisions beaucoup moins prudentes que pour l'exercice antérieur et prévoit un déficit de 1,65 % du PIB. Il priorise toujours le remboursement de la dette publique avec une part du service de la dette toujours très élevé (51%) et une augmentation des dépenses publiques. Le prix de référence du baril de 70 USD retenu dans le budget est également trop optimiste (le baril est actuellement à 65 USD et les prévisions baissières).

Le déficit budgétaire en 2025 (-1,65 % du PIB), est assumé par le gouvernement qui souhaite relancer l'investissement par la dépense publique. Force est d'espérer qu'il ne s'agisse pas dès à présent de dépenses électoralistes dans la perspective de l'échéance de 2027.

Après l'effort budgétaire de 2024 (et 2023) destiné à maintenir la soutenabilité de la dette angolaise, l'exécutif souhaitait dégager en 2025 des marges pour relancer l'économie, au risque d'un dérapage budgétaire si le prix du baril chutait. La ministre des finances vient d'annoncer (21/05/2025) que le gouvernement analysait différents *scenarii* avec des prix du baril à 65, à 55 et à 45 USD. Elle a déclaré que « jusqu'à 55 USD/baril, il était encore possible de gérer la situation » (SIC). Le besoin de financement 2025 est déjà élevé (16,2 Mds USD, soit plus de 40 % du budget), dont 7,8 Mds USD à financer sur les marchés internationaux. Une baisse du Brent durable sous les 70 USD/baril accroîtrait mécaniquement ce besoin de financement (170 M USD/an par dollar sous ce seuil), sans certitude d'accès aux marchés financiers internationaux (cf. infra). Le recours accru à l'endettement ou à des financements d'urgence, non concessionnels deviendrait inévitable, exposant le pays à un risque de surendettement.

**La perception du risque s'est détériorée** (malgré le maintien des notes souveraines par les trois agences de notation financière), ce qui s'est traduit par des conditions plus restrictives pour le financement extérieur (augmentation des taux des euro-obligations). La baisse du Brent engendrerait une baisse des revenus fiscaux, de l'investissement public et de la croissance, scénario qui pourrait être catastrophique si le cours du Brent passait sous la barre des 50 USD/baril.

Le FMI a donc réduit de 6 point de pourcentage ses prévisions de croissance pour l'Angola à 2,4 % en 2025 en raison des risques qui ont émergé.

### La dette publique est élevée et sous pressions de refinancement

Après avoir culminé à 119,1 % du PIB en 2020, reflétant en grande partie les effets ponctuels de la dépréciation du taux de change et du ralentissement de la croissance, **le poids de la dette** a diminué rapidement pour atteindre 56,1 % du PIB fin 2022. L'effondrement brutal de la monnaie angolaise face au dollar (-37 %) mi- 2023 et la baisse de la production et des revenus pétroliers, ont été à l'origine d'une faible croissance de l'activité (+1 %) et d'une ré-augmentation du poids de la dette à 71,4 % du PIB en 2023 pour diminuer à 62,4 % du PIB en 2024 grâce à une forte croissance du PIB nominal et aux remboursements de la dette extérieure, mais niveau jugé préoccupant par le FMI pour une économie à revenu intermédiaire fragile.

L'Angola doit faire face à plusieurs échéances importantes, notamment un Eurobond de 750 millions USD arrivant à maturité en novembre 2025, sur une échéance totale de dette de près de 1,4 Mds USD. En mai 2025, le pays a dû verser 200 millions USD à JPMorgan dans le cadre d'un appel de marge sur un prêt structuré en 2020. Cet épisode révèle la vulnérabilité du pays face à des instruments financiers complexes et à la volatilité des marchés. La **charge de la dette** représente 33,3 % du service de la dette ; ce ratio pour la seule dette externe est de près de 40 %, qui explique l'importance de l'accord obtenu par l'exécutif angolais en mars 2024 avec son principal

créancier : la Chine. Cet accord permet de réduire le service de la dette de 150 à 200 M USD par mois, grâce à de moindres exigences chinoises sur le montant de la garantie fiduciaire.

Le **stock de la dette extérieure** à la fin 2024 représente environ 70 % de la dette publique, soit 46,8 Mds USD (41,6 % du PIB), et continue à être dominé par le créancier chinois (14,4 Mds USD, soit 30,7 % de la dette externe ou 12,8 % du PIB). S'ensuivent le Royaume Uni (29 % du stock), les banques multilatérales (10,7 %), les Etats-Unis (9,2 %) et Israël (5,7 %). La dette intérieure de 16,6 Mds USD (14,8 % du PIB), est en grande partie constituée de titres à durée fixe et de coupons fixes. Une part du stock de la dette intérieure est toutefois indexée en devises étrangères (pour 26 % de la dette interne), portant à 80,6% la part de la dette publique libellée en devises étrangères, ce qui accroît les risques de refinancement en cas de choc externe.

Les autorités s'efforcent de renforcer leur stratégie de gestion de la dette dans le cadre d'une amélioration de la dynamique de la dette publique de l'Angola et une budgétisation prudente. L'Unité de Gestion de la Dette (UGD) priorise un remboursement massif de la dette externe entre 2023 et 2027, environ 3,5 Mds\$ par an, principalement sur la part chinoise de la dette extérieure angolaise, dont l'extinction est annoncée par l'UGD fin 2028.

### **La position extérieure de l'Angola est globalement conforme au niveau attendu par les fondamentaux et les politiques souhaitables estime le FMI.**

**La balance courante**, largement dépendante des cours du pétrole, est excédentaire depuis 2018. En 2023 elle avait chuté à 3,8 % du PIB en raison essentiellement de la forte baisse (-28 %) des revenus d'exportations (baisse des cours et de la production), malgré une diminution en valeur des importations (-19 %). Elle s'établit à 4,1 % du PIB en 2024. Elle risquerait de se dégrader en 2025 à 2,4 % selon le FMI, si la baisse du cours du Brent se poursuit ou s'intensifie.

La libéralisation du **système de change**, qui a officialisé le flottement du kwanza en octobre 2019, a mis fin à la surévaluation de la monnaie angolaise qui favorisait les importations et permettait les transferts d'avoirs à l'étranger à un taux de change très favorable. Le kwanza a dévissé face au dollar et à l'euro mi-2023 (-37 %). Le régime de change reste flottant depuis juillet 2023, mais à parité glissante (*crawling peg*) : le taux de change est *a priori* fixe, mais la parité de référence est modifiée régulièrement de façon prédéterminée ou de manière plus discrétionnaire pour compenser, partiellement au moins, les écarts d'inflation avec la monnaie d'ancrage. Le kwanza s'est stabilisé entre juillet 2023 et mars 2024 (à 828 AOA pour 1 USD), il est aujourd'hui à 912 AOA pour 1 USD depuis novembre 2024.

Par ailleurs, l'écart entre le taux de change formel (bancaire) et informel, s'est réduit par rapport à début 2024, il est actuellement de 18 %, contre 30 % il y a un an.

Le Trésor capte les devises pour le remboursement de la dette extérieure, la politique monétaire de la BNA est centrée sur la lutte contre l'inflation, ce qui provoque un assèchement de l'agrégat M1 en monnaie nationale. Le Trésor a mis à la disposition du marché des changes 469,1 M USD au premier trimestre 2025, en baisse de 51 %. Avec cette rétraction de l'offre de devises, qui ne va pas s'améliorer avec la baisse des cours, la situation du marché des changes pourrait être plus délicate au 2ème semestre 2025 par rapport à 2024.

**Les réserves de change** à fin mars 2025 s'élevaient à 15,3 Mds USD (+3,2 % / 2024), soit une couverture d'environ 8,3 mois d'importations de biens et de services. La situation extérieure du pays demeure fragile car trop étroitement liée au secteur des hydrocarbures.

\* \* \*

*L'Angola traverse en 2025 une phase délicate de transition économique. Si les autorités ont engagé des réformes ambitieuses et manifestent leur volonté de stabiliser l'économie, les résultats restent fragiles face à la dépendance persistante au pétrole, à une inflation élevée et à une dette publique lourde. La diversification économique demeure un impératif, mais elle exige du temps, des investissements massifs et un renforcement de la gouvernance. Dans ce contexte, une nouvelle coopération financière avec le FMI, actuellement en discussion, pourrait offrir un soutien utile pour maintenir la stabilité macroéconomique et accélérer les réformes structurelles. Les autorités elles pourraient opter pour un programme de financement à court terme, en raison des élections générales de 2027, dit SBA (« Stand-by Arrangement » credit line).*